L’islamisme et la naïveté scandinave

09/08/2017 à 23h11

En Suède, en Norvège et au Danemark, de nombreux réfugiés ainsi que des personnalités politiques issus du monde musulman profitent des lois libérales de ces pays pour imposer leurs opinions et modes de vie, regrette le site libanais Al-Modon.

Les autorités suédoises ont décidé de transférer trente-cinq réfugiés syriens d’un camp de réfugiés à Malmö vers un autre situé à Östersund, à titre temporaire, en raison d’un problème de surpopulation. Les réfugiés ont refusé. Ils se sont retranchés dans le bus, refusant d’être transportés dans un endroit qui ne soit pas “confortable”. Selon un des employés du camp, de telles scènes se répètent tout le temps.

Les réfugiés refusent ce qu’on leur propose et n’acceptent pas de se conformer aux règles du camp. Ils veulent imposer leurs propres règles. Une fois, ils ont menacé de mettre le feu si l’on n’installait pas une télévision dans chaque chambre, sachant qu’il y a déjà un poste dans la grande salle commune.” En Norvège, on signale des problèmes analogues. L’administration de l’hôpital de Kristiansand a dû céder à la demande de certains musulmans d’enlever une image de cochon qui faisait partie d’une série d’images ludiques dans la salle de jeux pour enfants. Youssef Jilani, un député travailliste, a exigé que les prisons soient fournies en nourriture halal et qu’on réserve une aile pour la prière musulmane. De même, Fahim Naïm, responsable du groupe de travail sur la santé chez les travaillistes, a demandé une loi interdisant certains jours de la semaine la vente d’alcool dans les restaurants, les bars et les discothèques, pour tenir compte de la clientèle musulmane.

Histoires choquantes

À leur tour, les chauffeurs de taxi musulmans ont demandé une salle de prière à l'aéroport d'Oslo. Ridha Ridhaï, du Parti de gauche, a appelé de ses vœux la création de tribunaux spéciaux pour les musulmans, appliquant la charia. On a vu apparaître des demandes d'ouverture d'écoles islamiques, à l'instar de l'enseignement confessionnel juif et protestant. La demande a été soutenue par les autres partis, et voilà donc que cela s'est fait.

Il n'a pas fallu longtemps avant que les journaux ne bruissent d'histoires choquantes : de la corruption, des vols et des pratiques étranges, telles que la séparation entre filles et garçons, l'incitation à la haine ou encore l'enseignement du Coran en lieu et place de l'enseignement de l'histoire des religions, et la suppression des chapitres qui évoquent l'Holocauste dans les manuels d'histoire.

Toujours en Norvège, un certain Abdallah Hussein, qui dirige le groupe [islamiste] La Nation du Prophète, ne cesse d'inciter à la haine des non-musulmans et de faire l'apologie des attentats terroristes commis par des djihadistes à travers le monde. Des plaintes ont été déposées contre lui et il a fini par être arrêté. Le procureur a considéré qu'il faisait effectivement l'apologie du terrorisme. Or le juge a donné tort à celui-ci, estimant qu'Abdallah Hussein incitait effectivement à la violence, mais de manière indirecte et non directe. C'est ce qui s'appelle une trouvaille judiciaire !

Liberté d'expression

Quant à son avocat (payé par l'État norvégien), il a estimé que son client doit jouir de la liberté d'expression, balayant l'accusation d'incitation à la violence. Selon lui, Abdallah Hussein n'appelait pas à commettre des attentats dans l'avenir, mais parlait seulement d'attentats appartenant au passé. "L'État veut restreindre ma liberté d'expression",

clame également Abdallah Hussein. Celui-là même qui déclare par ailleurs :

Je ne reconnais pas vos lois laïques. J'obéis seulement aux lois de Dieu, à savoir la charia. Mon allégeance ne va pas à votre État mécréant, mais à Dieu et à sa Loi."
Au Danemark, l'organisation Prédication musulmane appelle elle aussi à l'application de la charia, et cela dans le quartier de Tingbjerg, à Copenhague, un quartier à majorité musulmane, avec des taux de criminalité et de chômage des plus élevés. Selon Abou Suleyman, membre de cette organisation, il s'agit de permettre à des groupes de muttawa [nom donné, en Arabie Saoudite, aux membres de la police religieuse] de "réprimer ceux qui boivent de l'alcool, les femmes non voilées et les homosexuels".

Il précise que l'État ne doit pas s'en mêler, mais au contraire laisser ce pouvoir aux musulmans afin qu'ils prennent eux-mêmes en charge l'instauration d'un "ordre juste", conformément aux prescriptions du Coran, et explique : "Nous ne promulguons pas de loi, mais appliquons celles de Dieu."

Une prétendue islamophobie

Quant aux habitants d'origine de ces pays, ils n'osent pas lever la voix pour dénoncer tout cela, de crainte d'être accusés de racisme et d'islamophobie. Après avoir vécu toute sa vie dans le quartier de Groenland, à Oslo, le Norvégien Patrick Osrod a décidé de déménager ailleurs. Avec sa famille, il s'est installé à Hamar, à plus de 600 kilomètres de sa ville natale. Il a toujours été ouvert sur les autres, optimiste, tolérant. Mais il y a une limite à tout. Son quotidien était devenu invivable.

À chaque instant, il fallait faire un effort pour cacher les sentiments qu'on a au fond de nous. Ils vous imposent tout, non seulement à nous Norvégiens, mais également aux autres

ethnies et religions. À nous tous, chrétiens, bouddhistes, hindouistes, de nous adapter aux exigences, lois, coutumes et goûts des musulmans.”
Les Norvégiens quittent ces quartiers qui grouillent de musulmans non pas par haine des étrangers ni à cause d’une prétendue islamophobie. Eux-mêmes avaient accueilli favorablement l’arrivée de musulmans du monde entier, les avaient reçus à bras ouverts, y compris chez eux à la maison.

La raison est plutôt à chercher dans les pratiques des musulmans qui veulent imposer leurs idées, leurs coutumes et leurs rites aux autres. Ils ne refusent pas seulement de s’intégrer dans les sociétés d’accueil, mais demandent à celles-ci de s’intégrer à la leur.

Certes, il ne s’agit pas de généraliser à tous les musulmans : il existe de formidables réussites en termes d’intégration dans les pays scandinaves. Mais il y a également quelque chose qui prend des dimensions telles que cela en devient un fait de société. Il faut le reconnaître, le traiter et en débattre. Sans intimidation ni accusation d’islamophobie.

Courrier International